

Quand la République française fait le tri dans les commémorations nationales

Jean-Noël Grandhomme

La Guerre de 1812 entre histoire, mémoire et perspectives
Volume 25, numéro 2, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038796ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038796ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Grandhomme, J.-N. (2017). Quand la République française fait le tri dans les commémorations nationales. *Bulletin d'histoire politique*, 25 (2), 108–113.
<https://doi.org/10.7202/1038796ar>

Quand la République française fait le tri dans les commémorations nationales

JEAN-NOËL GRANDHOMME

*Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lorraine à Nancy
Membre du Centre de recherche universitaire
lorrain d'histoire (CRUHL)*

Napoléon I^{er} (1769-1821) est sans doute la figure historique française la plus connue dans le monde, davantage encore que Jeanne d'Arc et le général De Gaulle. Personnage controversé – « Dieu de la guerre » pour les théoriciens de l'offensive en France en 1914 ; mais « Ogre » pour les Russes, quelque peu amadoués cependant après 1891 et la conclusion de l'alliance entre le tsar et la III^e République –, il n'en a pas moins toujours été considéré comme un monument incontournable : un soldat certes, mais aussi un fondateur, celui de la France moderne. Le centenaire de sa mort a été célébré avec faste en 1921, avec notamment une cérémonie aux Invalides en présence du maréchal Foch.

Lancé en 1996 avec l'anniversaire de la campagne d'Italie du général Bonaparte, le cycle des commémorations semblait devoir aller crescendo avec celui du Sacre en 2004, puis d'Austerlitz en 2005. Or, il n'en a rien été, du moins au niveau officiel. On distinguera dans cette succincte contribution, d'une part l'attitude des autorités de la République ; de l'autre celle du monde associatif et du public ; avant de fournir en conclusion quelques éléments de réflexion pour envisager d'une manière plus globale la politique mémorielle officielle en France sous Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande.

* * *

Après l'éclatant bicentenaire de 1789, voulu par François Mitterrand, les pouvoirs publics se sont tenus largement en retrait non seulement de la période 1812-1815, mais de toute celle des guerres de la Révolution et des guerres napoléoniennes. Ils ont ainsi cultivé une tradition française vieille d'une cinquantaine d'années, celle de l'autoflagellation et de la culpabilisation (coloniale, entre autres). Sous la présidence de Jacques Chirac (1995-2007), un efficace (bien que très minoritaire) groupe de pression a réussi à obtenir l'oblitération presque complète, dans la sphère publique, du bicentenaire de la victoire d'Austerlitz le 2 décembre 1805, sous prétexte que Napoléon était un personnage infréquentable, une honte nationale. En effet, le 20 mai 1802 (alors qu'il n'était d'ailleurs encore que Bonaparte, premier consul de la République), il a rétabli dans les colonies françaises l'esclavage¹, aboli par la Convention (l'Assemblée révolutionnaire) le 4 février 1794; et il a envoyé à Saint-Domingue (aujourd'hui Haïti) un corps expéditionnaire chargé de reconquérir l'île au nom de la France. «On peut comprendre la discrétion de l'État, l'an dernier, à l'occasion du bicentenaire de la proclamation de l'Empire et du sacre», peut-on lire dans *Le Point* du 1^{er} décembre 2005. «Cet anniversaire rappelait en effet le début de la parenthèse de quarante-quatre ans qu'allait subir la République à partir de 1804. Le président de la fondation Napoléon, le baron Gourgaud, admet lui-même que "la République ait escamoté" cet embarrassant anniversaire en 2004. Mais la bataille d'Austerlitz, c'est autre chose: pourquoi zapper cet épisode glorieux de l'histoire de France, fût-il militaire?» Entre-temps, il y a eu le livre du polémiste d'origine guadeloupéenne Claude Ribbe assimilant Napoléon à Hitler². Et cela a suffi.

Certes, les deux épisodes dénoncés dans ce pamphlet – rétablissement de l'esclavage et sanglante tentative de reconquête de Saint-Domingue – constituent des tâches dans l'histoire de la nation française. Pour autant, l'action de l'Empereur, créateur, entre autres, des préfets, du Code civil, des lycées, auteur du Concordat avec l'Église – les «masses de granit» –, conquérant et administrateur de la moitié de l'Europe, propagateur des idées des Lumières, devait-elle être résumée à ces seules initiatives malheureuses, d'ailleurs accomplies au nom de la République française et non d'un Empire qui n'existait pas encore? Évidemment non! Si, en 2005, il ne s'agissait pas pour le gouvernement de Dominique de Villepin de se faire le thuriféraire de Napoléon et encore moins de se montrer nostalgique d'un quelconque bonapartisme politique³, beaucoup se sont à juste titre interrogés sur les raisons de sa capitulation en rase compagne devant une polémique en grande partie artificielle et limitée à un microcosme d'activistes. D'autant plus que le premier ministre était connu comme un grand admirateur de Napoléon⁴.

Cette attitude a également suscité l'incompréhension à l'étranger. En décembre 2005, le très faible niveau de la représentation française aux

commémorations de la bataille d'Austerlitz – ni le président de la République ni la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, n'étaient présents – a provoqué l'irritation du pays hôte, la République tchèque, et l'étonnement des deux autres principales puissances invitées, la Russie et l'Autriche, qui voyaient ainsi un pays se refuser à assumer et à célébrer – dans la concorde européenne retrouvée, sans triomphalisme, – une des plus éclatantes victoires inscrites dans le « récit national » qu'enseignaient autrefois les instituteurs à leurs élèves. Par la suite, les anniversaires d'Eylau le 8 février 2007, puis des guerres d'Espagne en 2008 et du Portugal en 2010-2011, de même que celui de la naissance de l'Aiglon, « Napoléon II », roi de Rome, duc de Reichstadt, le seul fils légitime de Napoléon, le 20 mars 2011, sont passés presque inaperçus en France. Le bicentenaire de la défaite de Leipzig, célébré en Allemagne en octobre 2013, n'a pas échappé à cette règle.

Enfin, celui de Waterloo, en juin 2015, a revêtu un peu plus d'éclat, mais du fait d'un certain engouement populaire. Ce ne fut en effet pas, une fois encore, par le niveau de la représentation officielle de la France – un simple ambassadeur, face au prince Charles – que l'éclat des cérémonies a été rehaussé. « "Ce n'est pas un jour triste pour notre famille. Je ne me suis pas battu ici, nous faisons partie de l'histoire et de la culture, et l'histoire et la culture n'ont rien de triste", a déclaré à la presse Charles Bonaparte [descendant de Jérôme, roi de Westphalie, frère de Napoléon]. Il a également trouvé "dommage" que le président François Hollande ne participe pas aux commémorations officielles de la bataille.⁵ »

Napoléon n'a pas été la seule victime de cet ostracisme. Dans le même ordre d'idées, les autorités françaises ont été presque complètement absentes lors de la commémoration, le 27 juillet 2014, des huit cents ans du « dimanche de Bouvines »⁶, autrefois lui aussi considéré comme un événement important de la geste nationale⁷. Paradoxalement, ce fut, dans ce cas, le prétendant légitimiste au trône de France, « Louis XX », duc d'Anjou, parent du roi d'Espagne Philippe VI, qui fut la vedette de la journée. À Bouvines la République a donc laissé le champ libre à un Bourbon et à Waterloo à un Bonaparte... L'histoire de France ne semble plus la concerner.

Seul le centenaire de la bataille de la Marne de 1914 a été célébré dignement, en septembre 2014 à Meaux, par le chef de l'État. Mais il était bien entendu qu'on se souvenait surtout de soldats français victimes de « cette folie qu'est la guerre » et non d'acteurs et encore moins de héros d'une victoire pour une cause aujourd'hui incompréhensible, mais qui paraissait juste aux combattants d'alors.

* * *

Au niveau local, la légende napoléonienne est entretenue par des opérations touristiques, par exemple autour de la « route Napoléon » (celle qu'a suivie l'Empereur à son retour de l'île d'Elbe); par des groupes de « reconstituants », par des musées, des expositions et des conférences. Un public fidèle, bien que sans doute vieillissant – mais à l'image des lecteurs de livres d'histoire, en général – a suivi les parutions du bicentenaire⁸. Outre le fait qu'ils soient des historiens reconnus, Jean Tulard⁹ et Thierry Lentz¹⁰ sont aussi des figures médiatiques, qui popularisent auprès du « grand public cultivé » une vulgate à la fois de qualité et accessible, laquelle renouvelle l'approche et la présentation de « l'épopée napoléonienne ». Les grands quotidiens, comme *Le Monde*, *Le Figaro* et *La Croix*, de même que les magazines d'information hebdomadaires, comme *Le Point* et *L'Express*, publient des articles sur le sujet, souvent signés par des universitaires. Les émissions télévisées et radiophoniques comme « Secrets d'histoire » de Stéphane Bern sur TF1 et « Au cœur de l'histoire » de Franck Ferrand sur Europe1 invitent les mêmes à s'exprimer sur le petit écran ou sur les ondes.

Devant la timidité, voire l'hostilité, des sphères gouvernementales en la matière, la commémoration des anniversaires des événements marquants des années 1804 (sacre de Napoléon) à 1815 (exil à Sainte-Hélène) a finalement été surtout portée par le Souvenir napoléonien et une multitude d'autres associations. « Créé le 27 décembre 1937, le Souvenir napoléonien est la plus importante association napoléonienne d'Europe, reconnue d'utilité publique par décret ministériel du 5 novembre 1982 », lit-on sur son site internet. « Il a pour but d'étudier et de faire connaître les institutions, les lieux, les événements et les personnes qui y ont fait l'histoire du Premier et du Second Empires. L'association regroupe des passionnés, des chercheurs, des curieux de l'histoire. Chacun a sa sensibilité propre et une approche différente du sujet; c'est ce qui en fait sa richesse. » Cette association n'est pas seulement une réunion de passionnés d'histoire, elle poursuit des visées pédagogiques et patriotiques: « Nous vivons une période où certaines pages de notre passé disparaissent des manuels d'histoire. C'est très regrettable car chacun sait que l'avenir ne se construit qu'en regardant derrière soi. C'est donc à nous, Souvenir napoléonien, d'occuper ce terrain abandonné et de sensibiliser toutes les personnes avec une prédilection pour la jeunesse¹¹. »

* * *

Napoléon n'est qu'un exemple parmi d'autres, le plus emblématique peut-être. Les historiens, plus généralement tous les Français curieux de leur histoire et les étrangers amoureux de l'histoire de France – il y en a toujours, notamment au Québec – ne peuvent que s'inquiéter de la désertion

des pouvoirs publics en matière de commémorations «non consenties», comme si le passé pouvait être «reformulé» en fonction des besoins, contradictoires, du présent. Cette dérive s'enracine dans une tradition déjà longue d'enseignement biaisé de l'histoire, d'insistance sur ce qui entretient les conflits et les polémiques plutôt que sur ce qui pourrait permettre de cicatriser les blessures. Clientélisme, électoralisme ou tout simplement manque de culture caractérisent une bonne partie de la classe politique. Quand le *Da Vinci Code*, *Indigènes* ou les bandes dessinées de Tardy tiennent lieu de vérités, est-il encore possible de ramer à contre-courant? Le 8 mai 2016, à l'occasion des fêtes johanniques à Orléans, l'étoile montante de la politique française, Emmanuel Macron, prononce un discours plein de références historiques et littéraires (Michelet, Péguy, Gambetta, Marc Bloch). Il affirme que Jeanne, «alors même que la France n'y croyait pas, se divisait contre elle-même», a eu «l'intuition de son unité, de son rassemblement»¹², ce qui apparaît comme une volonté d'utiliser l'histoire d'une manière volontariste en exaltant une grande figure. Mais est-ce vraiment l'indice de la ré-intellectualisation d'une vie publique monopolisée par les communicants? Rien n'est moins sûr.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Voir les actes du colloque international organisé en juin 2002 à l'Université de Paris VIII-Saint-Denis par l'Association pour l'étude de la colonisation européenne 1750-1850: Yves Bénot et Marcel Dorigny (dir.), *Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises 1802*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003.
2. Claude Ribbe, *Le Crime de Napoléon*, Paris, éditions Privé, 2005.
3. Même s'il existe encore, et s'il soutient un prétendant au trône de France, le prince Jean-Christophe Napoléon Bonaparte (né en 1986), ce parti n'a plus aujourd'hui qu'une très faible influence, y compris dans son fief traditionnel, la Corse.
4. Auquel il avait consacré son premier ouvrage: Dominique de Villepin, *Les Cent-Jours ou l'esprit de sacrifice*, Paris, Perrin, 2001.
5. *Le Parisien*, 17 juin 2015.
6. Victoire du roi de France Philippe Auguste sur Jean sans Terre, roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine et de Normandie, et sur l'empereur germanique Otton IV.
7. Voir les actes des journées d'études tenues à Lille, Genech et Bouvines les 17 et 18 mai 2014: Philippe Marchand et Françoise Verrier (dir.), *Bouvines 1214-2014. Un lieu de mémoire*, Templeuve, Société historique du Pays de Pévèle, 2015.
8. Coll., *Austerlitz, 2 décembre 1805: Dictionnaire biographique des soldats de Napoléon tombés au champ d'honneur*, Paris, Archives & culture, 2004; Musée de l'Armée, *Austerlitz: Napoléon au cœur de l'Europe*, Paris, Economica, 2007; Yann Deniau et Yves Moerman, *Le Sacre de l'empereur Napoléon I^{er}*, Bruxelles, Mémoires-éditions de la mémoire, 2011; Jacques Garnier, *Austerlitz: 2 décembre 1805*, Paris, Fayard, 2005; François-Guy Hourtoulle, *Austerlitz: le soleil de l'aigle*, Paris, Histoire et Collections, 2003; Sylvain Laveissière (dir.), *Le Sacre de*

Napoléon peint par David, Paris-Milan, 5 Continents, 2004 ; Pierre Miquel, *Austerlitz*, Paris, Albin Michel, 2005 ; Jean Tulard, *Le Sacre de l'empereur Napoléon. Histoire et légende*, Paris, Fayard et Réunion des musées nationaux, 2004.

9. Ancien directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études, ancien professeur à l'Université de Paris-Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris, président d'honneur de l'Institut Napoléon.
10. Administrateur de l'Institut Napoléon, directeur de la Fondation Napoléon, chargé de cours à l'Institut catholique d'études supérieures de La Roche-sur-Yon.
11. souvenirnapoleonien.org.
12. francetvinfo.fr/8mai2016.